



Déclaration à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau 2015

Ce 22 mars 2015, nous célébrons la Journée mondiale de l'eau en saluant les combats et les victoires du mouvement mondial pour la justice de l'eau. Ces progrès témoignent de la solidité des liens de solidarité qui nous unissent, ainsi que de la volonté sans faille de nos communautés à protéger les bassins versants et à maintenir le contrôle sur les services d'eau.

Nous avons soutenu des campagnes visant à instituer le droit à l'eau et à l'assainissement dans les constitutions nationales ; repris le contrôle des services publics d'eau grâce à la remunicipalisation et aux partenariats public-public ; élaboré des modèles démocratiques de services d'approvisionnement en eau, de gestion des ressources et de protection des bassins versants ; et soutenu des partis politiques progressistes, qui promeuvent des politiques en matière d'eau anti-néolibérales et profitant aux plus démunis.

A Lagos, les syndicats et les mouvements sociaux et environnementaux ont contribué à déjouer les tentatives de la Banque mondiale qui entendait privatiser les services publics d'eau dont bénéficiaient plus de 20 millions de personnes. Leur défi consiste à réunir toutes les conditions nécessaires à la création d'un service public de distribution efficace, exempt de toute corruption.

En Grèce, à la suite d'une décision de la Cour suprême de mettre un terme à la privatisation de l'eau de la ville d'Athènes, des militants du mouvement pour la justice de l'eau ont célébré l'élection d'un gouvernement prêt à résister aux mesures d'austérité strictes prônées par le FMI et l'Union européenne, qui commercialisent les services publics et ont autorisé les sociétés minières à échapper aux contrôles environnementaux en accélérant leurs demandes de permis.

A New Delhi, le nouveau gouvernement indien s'est engagé à combler le profond fossé des inégalités, en déclarant que l'accès à l'eau était un droit humain, en refusant les services privés à but lucratif et en fournissant gratuitement de l'eau à la population de la ville.

A nos yeux, ces victoires – parmi tant d'autres – sont le signe que les militants du mouvement pour la justice de l'eau à travers le monde doivent poursuivre leur combat en faveur d'un contrôle public et communautaire des services d'eau et d'assainissement, afin de lutter contre la contamination des bassins versants, de résister à la mainmise sur l'eau et de revendiquer une justice de l'eau pour tous.

Nous sommes témoins de nouvelles tentatives de privatisation, qui tenteront de « financiariser » le secteur et de regrouper les actifs pour les acteurs du monde financier, tels que les compagnies d'assurance, les fonds spéculatifs, les fonds de pension, etc. Nous nous attaquerons de front à cette tendance. Non seulement parce qu'il est fondamental de fournir de l'eau aux plus démunis qui n'y ont pas accès, mais également en raison de notre aspiration collective à faire changer le discours prédominant des entreprises au regard de l'eau et le « flux » de la gouvernance.

Nous appelons les Etats membres des Nations Unies à garantir le droit humain à l'eau et à l'assainissement, dans le cadre des négociations sur les Objectifs du développement durable, qui seront fixés pour une période de 15 ans. Les Etats membres ne doivent en aucun cas se laisser aveugler par les fausses promesses d'investissement dans les infrastructures, lancées par le secteur privé et défendues par le G20 et l'OCDE. La Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Addis-Abeba en juillet 2015, devra envoyer un signal fort.

Nous soutenons [la lutte au Salvador](#) en faveur de la reconnaissance par la Constitution du droit humain à l'eau et à l'assainissement, et contre la tentative de Oceana Gold de faire appel au Centre international de règlement des différends de la Banque mondiale en vue d'imposer l'installation d'une mine qui polluera à terme le bassin versant du Rio Lempa, la principale source d'eau potable du pays.

Nous nous tenons aux côtés de la population de la ville de [Détroit](#), où les autorités procèdent à des coupures d'eau dans une tentative de privatiser les services de distribution.

Nous soutenons les combats menés contre la privatisation à Nagpour, à Manille, à São Paulo, à Nairobi, à Osaka ou encore à Daegu.

Sans des services d'eau et d'assainissement pour tous, propres, sûrs, contrôlés par l'Etat et gérés par la collectivité, il ne peut y avoir ni justice, ni durabilité.

Blue Planet Project ; Focus on the Global South ; Institute for Agriculture and Trade Policy ; Internationale des Services Publics ; Transnational Institute; Food and Water Watch; Agua és Vida et Federación española de Ingeniería Sin Fronteras